

**Arrêté préfectoral portant abrogation de mise en demeure  
Société SEMMAP  
Commune de Pont-Sainte-Maxence**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, et notamment les livres I et V des parties législative et réglementaire et particulièrement ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 181-1 et L. 514-5 ;

Vu le L. 122-1 du Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables et particulièrement son article 3 qui dispose :

« (...)Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement. » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 avril 2011 délivré à la société SEMMAP pour son établissement de Pont-Sainte-Maxence (60700) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 août 2024 mettant en demeure la société SEMMAP de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées suite à la visite d'inspection du 19 juin 2025 durant laquelle il a été constaté que l'exploitant respectait la totalité des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 août 2024 ;

Considérant ce qui suit :

La société SEMMAP respecte en intégralité les dispositions édictées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 août 2024. Elle a transmis à l'inspection une procédure de gestion des formations, elle a mis en place un passeport de formation des salariés permanents définissant une périodicité de renouvellement et elle a transmis un extrait de son plan de formation dans lequel on constate que les 4 employés du site ont notamment suivi la formation « *la maîtrise des risques en silo* ». Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise,

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 août 2024, délivré à la société SEMMAP exploitant des installations de stockage de céréales sise rue du Port Fluvial à Pont-Sainte-Maxence (60700) sont abrogées.

### **Article 2 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

### **Article 3 :**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Pont-Sainte-Maxence pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Pont-Sainte-Maxence fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### **Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Pont-Sainte-Maxence, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **29 JUL. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

**Destinataires :**

**Société SEMMAP**

**Le sous-préfet de Senlis**

**Le maire de Pont-Sainte-Maxence**

**Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France**

**L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France**

